



Déclaration liminaire FSU Réunion

Conseil Académique de l'Éducation Nationale
24 novembre 2021

Mme la Présidente de Région, M. le Préfet, Mme la Rectrice, Mesdames et messieurs les membres de ce CEN,

Nous nous réjouissons que l'Éducation soit une priorité pour la Région, nous aimerions qu'il en soit de même pour le gouvernement et notre ministère.

M. Blanquer peut se targuer d'être le ministre de l'Éducation Nationale qui est resté en poste le plus longtemps... Malheureusement, pourrions-nous ajouter. Il est temps de faire son bilan. Rassurez-vous, ce dernier ne sera pas exhaustif, le temps nous manquerait.

Depuis son arrivée au ministère, le ministre tente d'imposer, et, trop souvent y arrive, une vérité idéologique en contradiction avec la réalité. Nous savons toutes et tous à quel type de régime peut mener cette attitude.

Ce déni de réalité, ces mensonges se sont exprimés à plusieurs reprises. Morceaux choisis :

Il a déclaré, et son gouvernement aussi, que l'EN était une priorité. La réalité c'est que l'investissement par élève a baissé et que presque 8000 postes ont été supprimés dans le second degré alors que les effectifs sont en hausse, dégradant ainsi les conditions de travail des enseignants et, par-là, les conditions d'études des élèves.

Il nous a annoncé une « revalorisation historique » : la montagne du Grenelle a accouché d'une souris. Cette revalorisation ne concernera que 58% des enseignants et consiste en une simple prime.

Il a déclaré être « le ministre des professeurs ». Nous attendons toujours qu'il prenne notre défense. Lors du prof bashing de 2020, on ne l'a pas entendu. Quand un magazine titre sur l'endoctrinement que subirait les élèves, au lieu de nous défendre, il fait comprendre à demi-mot que le magazine en question a raison. Avec un tel défenseur, avons-nous besoin d'ennemis ?

Il se veut le défenseur des langues anciennes mais, en même temps, le recrutement de professeurs de lettres classiques a baissé de 36% sous son « quinquennat ».

La gestion de la pandémie n'a pas échappé à ces mensonges non plus : les enfants ne sont pas transmetteurs, le virus ne circule pas dans les écoles... Alors comment expliquer l'augmentation exponentielle du taux d'incidence...chez les enfants ?

Nous ne reviendrons pas ici sur les régressions (qu'il appelle « réformes ») menées tant pour les élèves (lycées, Parcoursup...) que pour les enseignants (loi de destruction de la fonction publique...).

Nous réclamons leur abrogation depuis fort longtemps et les analyses que nous avons faites des conséquences de ces régressions (système scolaire plus inégalitaire, sélection dans le supérieur, disparition programmée des options, opacité des opérations de mobilité et de promotion...) ont été validées par la réalité du terrain, ne lui en déplaise !

Nous menons un combat contre un ministre qui détruit l'Éducation Nationale et méprise ses personnels, depuis son arrivée.

Le « dialogue social » n'est pas un dialogue et encore moins un dialogue social. Les organisations syndicales ont quitté les instances nationales quand, après avoir rejeté unanimement un texte, celui-ci leur a été présenté, sans aucune modification.

Nous pouvons faire les mêmes constats pour notre académie.

Aucuns moyens humains supplémentaires suffisants n'ont été octroyés malgré les caractéristiques sociales que nous connaissons toutes et tous. Pour le second degré, seules des heures supplémentaires sont proposées à des personnels déjà épuisés par leurs conditions de travail. Les groupes de travail, essentiels au bon déroulement des instances, ont quasiment disparu. Ces mêmes instances sont considérées comme des chambres d'enregistrement de décisions déjà prises et publiées. Par exemple, le dernier CTA du 18 novembre avait pour objet, entre autres, les postes spécifiques nationaux. Leur liste avait été publiée...le 9 novembre ! De même, la carte des formations n'a pas été revue pour la création de certains postes en CPGE et nous nous étonnons que cette question ne soit pas à l'ordre du jour de notre CEN d'aujourd'hui. Ces postes, créés sous réserve de validation de la carte des formations, le seront-ils vraiment ?

Comme vous pouvez le voir, la marge de progression pour un réel dialogue social est importante et cela pourrait commencer par répondre aux demandes d'audience qui ont été faites...

Merci pour votre attention.